



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Acquisition d'un camion Bi-Benne – PTAC  
compris entre 16 et 18 tonnes – Equipé  
Viabilité Hivernale neuf ou occasion récent**

---

**Commune de LA FERTE MACE**  
Place de la République  
61600 LA FERTE MACE  
Tél : 02 33 14 00 45

## SOMMAIRE

- 1 - Dispositions générales du contrat
  - 1.1 - Objet du contrat
  - 1.2 - Décomposition du contrat
- 2 - Pièces contractuelles
- 3 - Durée et délais d'exécution
  - 3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations
  - 3.2 - Délai de livraison
- 4 - Prix
  - 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués
  - 4.2 - Modalités de variation des prix
- 5 - Garanties Financières
- 6 - Avance
  - 6.1 - Conditions de versement et de remboursement
  - 6.2 - Garanties financières de l'avance
- 7 - Modalités de règlement des comptes
  - 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs
  - 7.2 - Présentation des demandes de paiement
  - 7.3 - Délai global de paiement
  - 7.4 - Paiement des cotraitants
- 8 - Conditions d'exécution des prestations
- 9 - Garantie des prestations
- 10 - Pénalités
  - 10.1 - Pénalités de retard
- 11 - Assurances
- 12 - Résiliation du contrat
  - 12.1 - Conditions de résiliation
  - 12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire
- 13 - Règlement des litiges et langues
- 14 - Dérogations
- 15 – Clauses Techniques Particulières
  - 15.1 – Généralités
  - 15.2 – Description du besoin
  - 15.3 – Proposition d'un véhicule récent d'occasion

## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Dans son programme de renouvellement, la Commune de LA FERTE MACE a décidé de remplacer un véhicule camion châssis cabine 15 tonnes de PTAC, équipé d'une tri-benne et viabilité hivernale.

La présente consultation concerne l'acquisition d'un véhicule camion châssis cabine de PTAC compris entre 16 et 18 tonnes de PTAC, équipé d'une bi-benne et viabilité hivernale.

### **Lieu de livraison :**

Commune de LA FERTE MACE  
Services Techniques  
16, rue Pierre Neveu  
61600 LA FERTE MACE

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

## **3 - Durée et délais d'exécution**

### **3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 30/07/2021.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 31/01/2022.

### **3.2 - Délai de livraison**

L'acte d'engagement fixe le délai de livraison.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

## **4 - Prix**

### **4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et ses annexes.

### **4.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.

## **5 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **6 - Avance**

### **6.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

### **6.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **7 - Modalités de règlement des comptes**

### **7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **7.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation.

Adresse de facturation :

**Commune de LA FERTE MACE**  
Place de la République  
61600 LA FERTE MACE

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **7.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

### **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat et telles que détaillées à l'article 15 du présent CCP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

## Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

## **9 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-FCS.

***Le candidat proposera une garantie détaillée au titre de son offre.***

## **10 - Pénalités**

### **10.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 3,0/1000 de la valeur HT des prestations en retard assortie d'un montant minimum de 1 000,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

## **11 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **12 - Résiliation du contrat**

### **12.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'entité adjudicatrice, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **13 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de CAEN est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **14 - Dérogations**

- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

### **15 – Clauses Techniques Particulières**

#### **15.1 – Généralités**

Les prestations prévues au présent marché concernent la commande, préparation et livraison d'un véhicule neuf ou occasion récent, type poids lourd d'un PTAC compris entre 16 et 18 Tonnes, comportant 3 places en cabine, équipé d'une bibenne et viabilité hivernale.

Ce véhicule est destiné aux Services Techniques de la commune de LA FERTE MACE et plus particulièrement aux services voirie.

La proposition concerne donc la fourniture d'un véhicule répondant à l'ensemble des critères décrits ci-après, fourni avec tous les équipements et documents nécessaires pour sa mise en circulation (carte grise, immatriculation, RTI, kit de sécurité, garanties réglementaires...).

La commune de LA FERTE MACE procédant au remplacement d'un véhicule de même type, arrivé en fin de vie, le candidat intégrera dans son offre les conditions de reprises de ce dernier.



## **15.2 – Description du besoin véhicule neuf**

Le candidat, pour faire son offre, respectera les caractéristiques techniques qui suivent. L'inventaire des besoins constitue les performances minimales exigées au titre du présent marché. Il détaillera l'ensemble des performances et caractéristiques techniques et fonctionnelles dans son mémoire technique.

### **Descriptif technique du véhicule**

Poids lourd bi-benne

4 x 2 Propulsion / roues arrière jumelées

Nombre de places 3

PTAC compris entre 16 et 18 Tonne

PTRA 26 Tonnes

Cabine courte

Motorisation diesel à partir de 184 kW (250 ch) EURO 6

Couleur blanc constructeur

Caméra de recul

Prise de mouvement sur la boîte de vitesse et prise arrière moteur adaptée au métier

Antipollution aux dernières normes en vigueur

Boîte de vitesses robotisée

Avertisseur sonore de marche arrière

Blocage de différentiel

Chainage auto Onspot

Dispositif de freinage remorque

Siège conducteur confort

Banquette passager deux places

Accélérateur manuel

Housse de siège conducteur

Housse de siège banquette passager

Tapis de sol

Suspensions arrière pneumatique

**Descriptif technique benne**

Bi-benne de PTAC 18 Tonnes

Tôle d'acier type 400 HB de 4 mm d'épaisseur

Fond de benne en Hardox 400 minimum, épaisseur 5 mm minimum

Protège cabine

Porte arrière à deux vantaux à décrochage automatique et amovible

Portillon charbonnier 400x400 mm dans chaque porte arrière

Crochets de bâchage sur le pourtour de la benne

Anneaux d'arrimage dans la benne

Bâchage spéciale enrobé

Barre anti-encastrément pare cycliste

Attelage mixte homologué pour un PTAC de 44 T (type MG)

Peinture blanc constructeur du châssis

### **Equipement viabilité hivernale**

- *Plaque de base classe F1 :*
  - respectant la norme NF EN 15431,
  - respectant la norme NF EN 15432,
  - basculante pour permettre l'accès aux niveaux du porteur remorqueur et le basculement de la cabine le cas échéant
- *Alimentations électriques de puissance classe F1 (en 24 volts) :*
  - dans le porte à faux avant et avec une prise de puissance de type Fenwick,
  - respectant la norme NF EN 15431- respectant la norme NF EN 15432
- *Kit pour commande de la lame en cabine, comprenant :*
  - Fourniture et pose d'un support de boîtier de cde lame,
  - Fourniture et pose d'une prise au tableau de bord du véhicule pour l'alimentation du boîtier commande de la lame
- *Kit pour commande saleuse en cabine, comprenant :*
  - Fourniture et pose d'un support de boîtier de commandes
- *Une prise avant passe cloison de type Cobo-Harting ou équivalent pour le passage du câble du boîtier de commande de l'outil frontal*
- *Une trappe arrière cabine pour le passage des câbles de la saleuse*
- *Bandes rétro-réfléchissantes selon la norme NF P 98-795 (classe II) à l'avant et sur les côtés*
- *Equipements kit signalisation lumineuse sur cabine version viabilité hivernale, comprenant :*
  - support,
  - deux feux LED orange,
  - un triangle AK5 double face 700 mm classe 2 avec triflash rabattable électrique
- *Rappel complet de la signalisation lumineuse à l'avant du véhicule (feux de position, feux de croisement, feux de route et clignotants) pour une utilisation en service hivernal*
- Feu à éclats bleu monté sur hampe dos cabine
- Réception à Titre Isolé

### **15.3 – Proposition d'un véhicule d'occasion récent**

#### **Descriptif technique du véhicule**

Le châssis cabine devra être en excellent état

De moins de cinq ans

Ne jamais avoir été modifié

Ne pas avoir été équipé d'une grue

Ne pas avoir parcouru plus de 100 000 Kms

#### **Benne**

Descriptif identique au véhicule neuf

#### **Equipement viabilité hivernale**

Descriptif identique au véhicule neuf